



Lettre n° 232 du 20 mars 2022

Au sommaire :

- **Non à la guerre de Poutine, non aux surenchères militaristes de l'Otan, Non à l'union nationale belliciste !
Vive l'union des travailleurs et des peuples - Yvan Lemaitre**
- **15 milliards de plus pour la police ou la démagogie sécuritaire, pas qu'électorale, de Macron - Christine Héraud**

Non à la guerre de Poutine, non aux surenchères militaristes de l'Otan, Non à l'union nationale belliciste ! Vive l'union des travailleurs et des peuples

La guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui en est à sa quatrième semaine, semble suivre une logique dévastatrice et criminelle qui échappe à tout contrôle. Les troupes russes sont aux portes de Kiev, elles poursuivent leur lente et sanglante progression, assiègent et bombardent les villes, semant la mort et la terreur, poussent la population à l'exode et laissent sur leur passage désolation et ruines. Marioupol est le symbole du martyre de l'Ukraine devenue le théâtre d'expérimentations militaires.

La stupeur, l'émotion se combinent à l'inquiétude, l'angoisse, et au sentiment d'impuissance qui cherche une réponse dans de multiples gestes de solidarité. Les discours d'indignation et de morale des médias va-t-en guerre paralysent toute compréhension, les cerveaux sont submergés par la propagande qui, ici aussi, ment. Macron, auto-promu à la fois diplomate et militaire en chef, instrumentalise la guerre à des fins électorales étouffant une opposition qui n'a d'autre politique que de se rallier à l'union nationale au nom de la solidarité avec la résistance du peuple ukrainien.

Il prétend « *essayer de stopper cette guerre sans faire la guerre* » et « *obtenir le plus vite possible un cessez-le-feu* » en espérant parvenir à « *une architecture de paix* », alors que les seuls actes concrets et pratiques vont dans le sens des surenchères bellicistes orchestrées par Biden et l'Otan. Comment peut-on laisser croire que l'Otan défendrait la résistance de la population d'Ukraine, son droit à l'autodétermination alors que depuis près de trente ans, sous la direction des USA et avec la complicité active de l'UE, elle utilise les pays de l'ancien glacis soviétique à ses propres fins géostratégiques, militaires et politiques pour encercler la Russie sur ses frontières ouest ?

La solidarité avec la résistance des travailleurs et de la population d'Ukraine est une politique pour en finir avec la guerre plutôt que de faire appel aux principaux auteurs de guerre que sont les pays membres de l'Otan. La politique du mouvement ouvrier n'est pas de demander l'envoi d'armes à l'État ukrainien, ce que les puissances de l'Otan ne manquent pas de faire pour le plus grand profit des marchands de canon, mais de construire, en fonction des rapports de force, des possibilités, une opposition internationaliste à la guerre en combattant toute forme de nationalisme, en particulier l'hystérie antirusse qui se développe.

Les prétendus amis des peuples ukrainiens ne font rien pour la paix, tout pour la guerre

L'évolution même de la guerre démontre à quel point la fiction selon laquelle l'Otan ne serait pas directement impliquée est un mensonge. Les grandes puissances dont les USA n'ont pris aucune initiative qui puisse ouvrir la porte à de véritables négociations de paix.

La criminelle fuite en avant de Poutine comme les surenchères bellicistes de l'Otan rendent tout compromis impossible. Certes, les pourparlers se poursuivent entre l'Ukraine et la Russie mais ils ne peuvent déboucher tant qu'aucune initiative ne vient des USA et de leurs alliés.

Zelensky a déclaré qu'il fallait « *reconnaître* » que l'Ukraine ne pourra pas adhérer à l'Otan ce qui répond à une des exigences formulées par Moscou qui a proposé un compromis- un « *statut neutre* » comme la Suède ou l'Autriche – qui a été rejeté par Kiev.

L'arrêt de la guerre supposerait que les grandes puissances, les USA veuillent discuter de règles internationales

codifiant la sécurité en Europe et aussi dans le monde qui puissent garantir le respect du droit des peuples et la sécurité des États alors qu'ils ne connaissent que la loi du plus fort, du rapport de force économique, financier, militaire.

Leur objectif est bien d'affaiblir la Russie, de la soumettre, de défendre leurs propres intérêts pétroliers et gaziers au risque de voir les surenchères guerrières internationaliser encore plus le conflit. Les institutions de ce qu'il est convenu d'appeler « *la communauté internationale* », l'ONU, n'ont pour fonction que de donner un cadre juridique, une justification morale à la politique du plus fort qui sait s'en passer quand cela le gêne.

L'assemblée générale de l'ONU a adopté la résolution des États-Unis sur la guerre d'Ukraine sans mettre en place le moindre cadre visant à trouver une réponse et une issue diplomatiques. Elle a, depuis, exclu la Russie du Conseil de l'Europe.

Par contre, l'Otan ne manque pas d'initiatives. Mardi dernier, son secrétaire général, Stoltenberg, a annoncé la convocation d'un sommet extraordinaire des dirigeants des pays de l'Alliance le 24 mars à Bruxelles, où se tiendra aussi une réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'UE en présence de Joe Biden. Le sommet portera « *sur les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, notre ferme soutien à l'Ukraine, et le renforcement de la dissuasion et de la défense de l'Otan face à une nouvelle réalité pour notre sécurité. [...] En cette période critique, l'Amérique du Nord et l'Europe doivent continuer à faire front ensemble au sein de l'Otan* ».

Biden et l'Otan poursuivent leur objectif tirant tous les avantages de l'odieuse et folle agression russe. Biden le reconnaît explicitement lorsque, dans son discours annonçant de nouveaux envois d'armes à l'Ukraine, il déclare, « *En fait, nous avons commencé notre assistance à l'Ukraine avant le début de cette guerre* ». Il confirme ce que tout le monde sait, le projet longuement mûri des USA d'utiliser l'Ukraine contre la Russie. Et il démontre qu'il a, en refusant toute discussion sur les demandes de garantie de sécurité de la Russie, poussé l'autocrate à franchir la ligne rouge. Et, dans le même temps, il met en garde son adversaire principal sur « *les implications et conséquences si la Chine fournissait un soutien matériel à la Russie alors qu'elle mène une attaque brutale contre les villes et civils ukrainiens* ».

La guerre et son risque d'extension participent du désordre capitaliste mondialisé

La barbarie de la guerre, le cynisme de l'autocrate ne peuvent faire oublier les tout aussi cyniques provocations de l'Otan ni qu'un des principaux facteurs de guerre dans le monde aujourd'hui est la prétention des USA à perpétuer leur domination, la loi du dollar et du Pentagone.

La dimension internationale de la guerre est une évidence. Dans la foulée de la pandémie, elle vient révéler l'absurdité réactionnaire de la façon dont l'humanité aujourd'hui,

dans le cadre du capitalisme financiarisé mondialisé produit et échange les biens dont elle a besoin comme l'absurdité de la façon dont elle gère les relations entre les peuples, prisonnière de cette barbarie que représentent la propriété capitaliste, les États et les frontières qui la protègent.

La guerre bouleverse l'économie mondiale. La politique des USA pourrait bien se retourner contre eux, elle accélère des réorganisations qui entérinent l'affaiblissement du dollar, renforcent la Chine et, quelle qu'en soit momentanément l'issue, elle ne peut qu'aggraver l'instabilité du monde, les tensions économiques, financières, la concurrence et les sources de nouveaux conflits y compris militaires, des guerres.

La page de la mondialisation heureuse qui devait apporter le bien-être, la démocratie et la paix américaine au monde est définitivement tournée. Après la guerre en Irak, la crise de 2007-2008, la déroute en Afghanistan, l'offensive des USA et de l'Otan débouche sur une catastrophe militaire. Poutine porte une lourde part de responsabilité qui n'exonère cependant nullement les USA et leurs alliés comme, plus globalement, la logique barbare des rapports de concurrence mondialisée qui régissent les rapports internationaux.

Cette guerre est la conséquence de la stagnation du capitalisme mondial où la folie des profits dévore l'économie réelle et exacerbe la concurrence. Son développement international remet en cause l'ouverture des relations commerciales, financières, la globalisation de la production. « *Le conflit porte un coup majeur à l'économie mondiale qui va affecter la croissance et faire grimper les prix* », selon les propos même de la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, qui ajoute : « *la guerre pourrait modifier fondamentalement l'ordre économique et géopolitique mondial, si le commerce de l'énergie se modifie, si les chaînes d'approvisionnement se reconfigurent, si les réseaux de paiement se fragmentent et si les pays repensent leurs réserves de devises.* » Les sanctions « *sans précédent* » imposées par les pays alliés conduisent à « *une contraction brutale de l'économie russe* » et même « *à une profonde récession* ».

« *La guerre en Ukraine signifie la faim en Afrique* », a-t-elle ajouté, tandis que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, mettait en garde contre « *un ouragan de famines* » dans de nombreux pays déjà fragiles.

En excluant la Russie de la globalisation, demain la Chine, le capitalisme occidental remet en cause les fondements de son propre développement, le marché mondialisé. La libre concurrence débouche sur un nouveau morcellement du monde accompagné d'une montée des nationalismes et du militarisme.

Le refus du capital américain d'accepter la fin de sa domination « unipolaire » devenue impossible et totalement réactionnaire met en échec la possibilité d'un monde « multipolaire », qui supposerait un nouvel ordre mondial fondé sur la coopération consciente des peuples.

Jusqu'alors le capitalisme n'a pu se réguler à l'échelle internationale que par la force économique, financière et militaire d'une puissance dominante, la Grande Bretagne d'abord puis, à travers les guerres mondiales et les guerres coloniales, les USA.

Cette époque est révolue, aucune puissance dans le capitalisme multipolaire ne peut continuer seule à réguler, par la force, la marche anarchique du capitalisme.

Leur nouvel ordre « multipolaire » ne peut être qu'un désordre mondialisé qui repose inévitablement sur des actes de guerre et une concurrence impitoyable entre les puissances grandes, moyennes et petites. Aucune nation ne peut échapper à cette logique de conflits et d'affrontement. Dans ce contexte, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est un vain mot s'il ne signifie pas la lutte contre l'ensemble des rapports capitalistes. Les nations les plus faibles ne peuvent survivre qu'en cherchant un allié, un protecteur plus fort, ou à rentrer dans un système d'alliances qui puisse lui garantir une sécurité armée. Et en payant le prix d'entrée, l'abandon de sa souveraineté, de la maîtrise de ses richesses, en vendant les intérêts des travailleurs, de son peuple à son prédateur-protecteur. Les peuples d'Ukraine payent un tribut sanglant à cette implacable logique.

Refus de l'union nationale, indépendance de classe

Les nouveaux rapports de force contraignent le mouvement ouvrier à ouvrir les yeux sur la réalité du désordre mondial pour avoir sa propre politique d'indépendance de classe refusant toute union nationale, c'est-à-dire en s'émancipant de l'opinion officielle que la propagande des États construit en flattant les émotions, en dominant les esprits par la brutalité des faits, l'horreur de la guerre.

Notre propos n'est pas de tirer des traits d'égalité, ou de renvoyer dos-à-dos en prenant comme instrument de mesure une morale abstraite, les impératifs catégoriques de la paix ou du droit des nations. Il est de comprendre les enchaînements de la lutte de classes qui conduisent à la guerre pour tenter, même dans des rapports de force extrêmement défavorables, d'y intervenir ne serait-ce qu'en éclairant les travailleurs sur les causes et effets de ce qui les frappe directement ou indirectement. Le monde du travail ne pourra apporter de réponse aux drames qui menacent l'humanité que s'il comprend sans être dominé, subjugué par la violence de la propagande officielle pour prendre conscience qu'il ne pourra y avoir de paix démocratique respectueuse des droits des nations sans la conquête du pouvoir par le prolétariat pour construire un ordre mondial fondé sur la coopération des peuples.

« *Non à la guerre. Ne croyez pas à la propagande. On vous ment, ici* » disait la pancarte brandie par la journaliste russe Marina Ovsïannikova, qui a fait irruption dans le JT du soir de la chaîne de télévision russe Pervy Kanal. C'est bien là l'arme essentielle contre l'autocrate guerrier, la lutte contre sa propre bourgeoisie, la conscience des travailleurs et des classes populaires de Russie, leur solidarité avec leurs frères ukrainiens auxquels de multiples liens historiques, familiaux, personnels les lient. C'est bien pourquoi Poutine vient de partir en guerre pour une « *purification naturelle et nécessaire de la société* » contre tous les traîtres à la patrie.

L'agression de Poutine, son nationalisme grand-russe ne peut en retour que renforcer le nationalisme ukrainien pour le plus grand bénéfice de Zelensky et de tous les ennemis des travailleurs. C'est aussi vrai pour ceux d'Ukraine qui doivent se battre contre l'agression russe, sans sombrer dans le nationalisme pour combattre leur propre gouvernement et se donner les moyens de s'adresser à leurs frères de Russie.

La fin du régime de Poutine viendra des travailleurs et des classes populaires de Russie, pas de l'Otan pas plus que le droit à l'autodétermination de l'Ukraine.

Utopie, illusions nous répondront toutes celles et ceux qui ne voient d'issue que dans la politique des gouvernements en place, la solution dans le problème. Non, l'illusion, c'est de demander aux fauteurs de guerre de devenir des acteurs de paix. Pour eux, la paix, c'est leur victoire, le renforcement de leur domination qui annonce une nouvelle guerre.

Notre tâche est d'aider à armer les consciences à s'émanciper de la propagande officielle, de l'union nationale. Les forces de contestation de l'ordre établi injuste et barbare ont devant elles une nouvelle étape de prise de conscience dans la continuité des révoltes qui ont éclaté après la crise de 2007-2008, la vague de mobilisations pour la démocratie sans précédent. La guerre, ses origines, son développement viennent nous rappeler la logique implacable et sans pitié de la lutte de classe menée par le capital et les États. Elle est tout aussi implacable dans la guerre sociale qu'ils vont intensifier pour tenter vainement d'éviter le krach, la faillite de leur système.

La guerre fratricide et absurde d'Ukraine vient rappeler que le pire est possible et l'urgence pour les travailleurs et les peuples de s'émanciper de la politique et de la propagande des classes dominantes pour engager le combat pour le bien-être, la paix et la démocratie, c'est-à-dire le combat pour le socialisme.

Yvan Lemaitre

15 milliards de plus pour la police ou la démagogie sécuritaire, pas qu'électorale, de Macron

Dans la présentation de son programme à la presse ce jeudi 17 mars, le candidat Macron a déroulé son plan

sécurité, discuté la veille en conseil des ministres, un plan de 15 milliards d'euros pour les 5 ans à venir, « *histori-*

que » selon Darmanin. Il s'inscrit dans la nouvelle loi de programmation pour le Ministère de l'Intérieur (LOPMI) qui ne sera discutée au parlement qu'après la présidentielle. « *Nous avons, ces cinq dernières années, réinvesti dans la sécurité : 3,5 milliards d'euros supplémentaires au budget du ministère de l'intérieur* », « *25 % de plus* », s'était félicité Macron, lors de son déplacement à Nice en janvier dernier. Lui qui souhaitait voir « *plus de bleu dans la rue* », entend doubler les effectifs de police sur le terrain d'ici à 2030 et créer 200 brigades supplémentaires de gendarmerie.

Mardi 2 mars, à l'unanimité, les syndicats de police ont signé avec Darmanin le premier volet de 773 millions d'euros de ce nouveau plan sécurité, un protocole de revalorisation des métiers de la police, à la grande satisfaction de ces syndicats et en particulier d'Alliance Police nationale, bien connu pour sa proximité avec l'extrême-droite.

Pour financer les 15 milliards de son plan Sécurité, les amendes forfaitaires délictuelles pourraient être étendues à l'ensemble des délits passibles de moins d'un an de prison avec, comme l'avait précisé Macron à Nice, caressant la police dans le sens du poil, des retenues sur les salaires ou minima sociaux pour les mauvais payeurs.

En se justifiant de son bilan, les milliards consacrés à la sécurité, les 10 000 postes de policiers créés, il reprend à son compte la démagogie et les surenchères sécuritaires de la droite extrême et de l'extrême-droite, de leurs candidat.e.s Péresse, Zemmour et Le Pen, se prévalant, sur le même terrain, d'un bilan concret.

Tous participent de cette démagogie sécuritaire, nationaliste et xénophobe qui cible l'immigration et « *l'ennemi intérieur* », les classes populaires, les pauvres, les jeunes des quartiers populaires, contre lesquels ils se retournent alors que leur politique est à l'origine de la régression sociale, de la véritable insécurité, sociale, dont souffre la population pauvre. L'escalade sécuritaire est l'expression de la crainte de cette caste politique et des classes dirigeantes que ce qu'ils imposent aux travailleurs et à la population comme tribut à la faillite du système, à la guerre et ses conséquences, la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires, les budgets à la hausse pour l'armement, ne provoque la révolte du monde du travail, de la population. Au durcissement de la société de plus en plus brutale, violente envers les classes populaires et les pauvres, les candidats institutionnels, serviteurs des classes possédantes n'ont d'autres réponses que sécuritaires.

Les violences policières dans les quartiers populaires, dans les manifestations sont le fait d'une police mobilisée pour la répression, gangrenée par le racisme et les idées de l'extrême-droite, détestée de tous, au point que la plupart des candidats de gauche à la présidentielle, cette gauche qui, au gouvernement, a largement contribué au déploiement des politiques sécuritaires, avancent dans leurs programmes la nécessité de la réformer, sans remettre en question sa fonction même au service de l'ordre

social capitaliste. Elle nous pose à nous révolutionnaires celle de formuler nos propres réponses, les réponses du monde du travail contre la violence de l'État, de ses forces de l'ordre et de ses lois liberticides, le contrôle de notre propre défense, de notre propre sécurité, des possibilités et des moyens d'en finir avec l'appareil répressif de la bourgeoisie dans la lutte pour nos besoins, nos droits, pour changer le monde.

Surenchères sécuritaires... contre les pauvres, les travailleur.se.s, les immigré.e.s, les jeunes des quartiers populaires

Lors du grand oral auquel le syndicat Alliance avait convié les candidats à la présidentielle le 2 février, Le Pen, Zemmour, Péresse et Darmanin, se sont livrés à une surenchère sécuritaire qui répondait à la pression hystérique qu'exerce ce syndicat dont le secrétaire général, Fabien Vanhemelryck, déclarait en préambule : « *Nous sommes gangrenés et la situation est grave... Vous savez que notre territoire est ensauvagé. Plus personne n'entre en prison et nos collègues et concitoyens paient l'addition* ». Le ton était donné.

L'extrême-droite n'a de cesse de jouer sur les peurs et d'agiter la vision catastrophiste d'une « *insécurité croissante* » dont l'origine serait principalement due à « *la hausse continue de l'immigration* ».

Ne voulant lui laisser le terrain, Péresse, prétendante au leadership du grand rassemblement de la droite à l'extrême-droite avait déclaré vouloir « *ressortir le karcher car il a été remis à la cave par François Hollande et Emmanuel Macron depuis dix ans* », « *Aujourd'hui, il est temps de nettoyer les quartiers, il faut traquer les caïds, les voyous, les criminels, les dealers... C'est eux qu'il faut harceler et punir (...), priver de leur citoyenneté* ».

Dans le climat de surenchère sécuritaire qui marque cette campagne, les candidats alignent dans leurs promesses des milliards, des budgets faramineux pour les forces de l'ordre et la sécurité, alors que des moyens continuent d'être supprimés dans les hôpitaux, l'éducation et que ce gouvernement est incapable de répondre aux besoins des classes populaires et de la jeunesse dont une grande partie a plongé dans la précarité alimentaire depuis la crise du Covid.

La gauche institutionnelle est elle-même incapable de formuler un projet pour y répondre, défendant le même ordre social bourgeois et cette république garante de la propriété, sa police, et on a vu ses candidats Jadot, Hidalgo et Roussel pour qui « *la sécurité ne doit pas être considérée comme un sujet 'de droite'* », participer aux côtés des forces de l'ordre le 19 mai 2021 à la manif appelée par Alliance devant l'Assemblée nationale.

La sécurité dont ils se réclament tous, c'est la défense de l'ordre social des possédants, de l'exploitation, c'est la guerre à celles et ceux qui le contestent, aux pauvres, aux travailleurs, aux immigrés, aux jeunes, désignés comme les fauteurs de trouble.

Leur politique crée l'insécurité

Ils se retournent contre celles et ceux qui subissent les conséquences de leur politique au service des intérêts de la minorité, l'insécurité sociale grandissante. La violence, la délinquance et les délits, largement exagérés par les fantasmes des réactionnaires, sont une des conséquences de la précarisation et la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et sanitaire qui s'ancrent dans les quartiers populaires et ont gagné les zones semi-urbaines et rurales pauvres. C'est l'expression, pour une part, d'une révolte contre l'exclusion et les discriminations.

Ce qu'exploitent les démagogues, c'est « *le sentiment d'insécurité* » que génère leur propagande et dont l'instrumentalisation s'est renforcée au rythme de l'approfondissement de la crise et de la dégradation sociale.

Au début des années 80, pour amortir les ravages que commençait à créer sa politique d'attaques contre le monde du travail, la gauche mitterrandienne avait eu quelques velléités de mettre en place des politiques de « *prévention* » dans les quartiers populaires.

Pierre Mauroy, premier ministre, mettait en place en 1983 des politiques dites de prévention sociale liées à la politique de la ville et associant les élus, une « *discrimination positive* » en faveur des quartiers défavorisés avec les zones d'éducation prioritaire (ZEP...), autant de dispositifs sans grands moyens, bien incapables de compenser les méfaits de sa politique.

Et en 1997, sous le gouvernement Jospin, alors que Chevènement était ministre de l'Intérieur, furent créés des Contrats locaux de sécurité (CLS). La police remplaçait les éducateurs de prévention, les médiateurs, une police dite « *de proximité* » était renforcée dans les « zones urbaines sensibles », les banlieues populaires que l'extrême-droite commençait à qualifier de zones de « non-droit ».

Un arsenal sécuritaire qui n'a cessé de se renforcer

En 2002, Jacques Chirac, qui faisait déjà de la sécurité le thème principal de sa campagne, estimait que « *plus personne ne se sent à l'abri en France* » et proposait la création d'un grand « *ministère de la Sécurité* ». Une nouvelle « *loi pour la sécurité intérieure* » créait de nouveaux délits comme le racolage passif, l'outrage au drapeau national et donnait de nouveaux pouvoirs aux forces de l'ordre.

En juin 2005, Sarkozy, ministre de l'Intérieur de Chirac, déclare alors qu'il est en déplacement à la cité de la Courneuve, qu'il faudra « *nettoyer la cité au karcher* ». En novembre, après la mort de deux jeunes tués par la police à Clichy sous-bois, explose la révolte de la jeunesse des banlieues. Celle-ci sera le prétexte à un renforcement de la politique sécuritaire qui l'a provoquée. Avec la loi sur « *la prévention de la délinquance* » de mars 2007, la « *rébellion* », c'est à dire la résistance violente de jeunes aux provocations incessantes et au racisme des forces de l'ordre, comme « *l'incitation à la rébellion* » deviennent passibles d'une peine de prison. Sarkozy président fait voter

en 2011, la loi liberticide LOPPSI 2 (loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure) qui permet que les données de connexion soient mises à la disposition de la police, de l'URSSAF, des douanes ou encore de l'administration fiscale. Les enquêteurs peuvent s'introduire dans le domicile d'une personne à son insu pour installer un « mouchard » sur son ordinateur pour enregistrer les frappes au clavier et effectuer des captures d'écran.

Les lois sécuritaires sont encore renforcées après les attentats terroristes de 2015.

L'état d'urgence est déclaré, un tournant dans les politiques liberticides, puisqu'il deviendra permanent. Ce sont des pouvoirs accrus pour les préfets et les forces de l'ordre, souvent sans contrôle de la justice. Il sera prolongé après chaque menace ou nouvelle attaque terroriste, comme celle de Nice en juillet 2016. Macron le prolonge à son tour en juillet 2017. Il permet à la police d'assigner à résidence, de faire des perquisitions administratives et de dissoudre en conseil des ministres des associations soupçonnées de terrorisme ou de porter atteinte à l'ordre public.

En 2017, Macron fait entrer dans le droit commun une bonne partie des dispositifs de l'état d'urgence, visant non plus seulement les actes commis mais ceux soupçonnés d'être commis.

Cédant aux pressions de la police, Hollande accorde le port d'arme hors service, véritable « permis de tuer », et l'élargissement de l'anonymisation dans les procédures judiciaires, une atteinte aux droits de la défense. Des prérogatives qui n'ont cessé de s'étendre, sous Macron avec la loi relative à la sécurité globale de 2019, dite loi « anticasseurs » en réponse au mouvement des gilets jaunes, et avec la dernière loi « sécurité globale » votée en avril 2021 dont l'article 24, finalement refusé par le Conseil constitutionnel pour atteintes graves aux libertés fondamentales, en particulier au droit constitutionnel de manifester et à la liberté de la presse, voulait sanctionner la diffusion de « *l'image du visage ou tout autre élément d'identification* » d'un policier, d'un gendarme ou d'un militaire, pour empêcher la presse et la population de filmer et rendre publics les actes de violence de la police.

Les récentes dissolutions scandaleuses de « Nantes révoltée », « Comité Action Palestine 33 » et « Palestine vaincra » à Toulouse après celles de Barakacity et du CCIF, précludes peut-être de bien d'autres, sont le résultat de ces nouvelles mesures répressives.

Désigner des boucs émissaires, tenter de détourner et dévoyer la révolte

Dans un contexte d'exacerbation de la guerre de classe et incapables de répondre aux besoins des travailleurs et de la population, les dirigeants politiques, jouant de l'inquiétude et des peurs face à une société chaotique, à l'incertitude de l'avenir, voudraient masquer les causes de l'insécurité sociale en désignant des boucs émissaires, migrant.e.s, jeunes des quartiers populaires, musulmans

trop souvent soupçonnés d'islamisme voire de terrorisme ou, en pleine pandémie, les non vaccinés qui d'après Castex « *fracturent la nation* », Macron décrétant qu'« *un irresponsable n'est plus un citoyen* ».

Ils stigmatisent, tentent de diviser pour dévoyer la colère de celles et ceux qui subissent l'aggravation et la violence de l'exploitation. Les migrant.e.s sont parmi les principales cibles, les premiers visés par des lois toujours plus dures comme la loi « *asile et immigration* » de 2018, qui généralise le placement en rétention des demandeurs d'asile sous procédure « Dublin », la réduction des temps d'instruction et les reconduites à la frontière.

Les populations des quartiers populaires sont mises sous contrôle. La loi « séparatisme » votée en juillet 2021 confortant le « *respect des principes de la République* », au nom d'un prétendu séparatisme islamiste justifie le contrôle des associations, des écoles hors contrats et de l'instruction à domicile, des cultes. Quant à la jeunesse des banlieues, les mineurs isolés sans-papiers vus par les cerveaux malades des démagogues réactionnaires comme des « *sauvageons* », des délinquants responsables des violences urbaines, ils n'ont cessé d'être dans le viseur des gouvernements, qui depuis 2001 ont donné aux maires l'autorisation d'établir des couvre-feux, d'interdire la rue aux plus jeunes non accompagnés.

Contre la violence de l'insécurité sociale, celle de l'Etat et de sa police, la nécessaire intervention du monde du travail

La violence et l'insécurité qu'engendre la décomposition sociale et idéologique du capitalisme ne peuvent trouver de solution hors de la lutte de notre camp social, pour la défense de nos droits, de nos conditions de vie, pour la sécurité sociale, alimentaire, écologique de toutes et tous, en prenant nous-mêmes en main le contrôle démocratique et l'organisation de la société pour la satisfaction des besoins collectifs, en toute indépendance des institutions de la république et de la propriété bourgeoises.

Les exigences démocratiques les plus élémentaires, combattre la politique autoritaire, répressive et liberticide de l'État ne peut se faire dans le cadre de ses institutions, pas plus que dans celui d'une 6^{ème} république « démocratisée » qui ne prétend pas sortir du cadre de la propriété capitaliste, telle que la défendent Mélenchon et ceux qui voudraient une bonne police, débarrassée de ses scories racistes et réactionnaires, au service de la population, comme si l'État et son appareil de répression étaient neutres et non pas ces « *détachements spéciaux d'hommes*

armés » au service du capital, tels que les qualifiait Engels.

Cela d'autant que la pression de la guerre et du climat d'union nationale belliciste, la guerre sociale qu'inévitablement Macron et la bourgeoisie ne feront qu'aggraver, vont approfondir l'insécurité sociale et renforcer l'autoritarisme du pouvoir hanté par la crainte de révoltes et d'explosions sociales.

Il serait vain et illusoire de croire à une pacification des rapports entre la police et la population grâce à une police républicaine rénovée « *de la cave au grenier* » telle qu'elle figure dans le programme du candidat Mélenchon, à une « *refondation du service public de la police* ».

Plusieurs des candidats de la gauche réformatrice avancent des mots d'ordre comme le rétablissement d'une police de proximité, la dissolution de la BAC, la délivrance d'un récépissé lors des contrôles d'identité ou la création d'un organisme indépendant de contrôle de l'action des forces de l'ordre, le démantèlement de la vidéosurveillance, davantage de moyens pour la prévention, le retour à des zones sans contrôles d'identité automatiques sauf en cas de flagrant délit... des exigences que les travailleur.se.s et la population inscrivent dans leurs luttes pour les droits démocratiques, pour leur contrôle sur leur propre sécurité, dans la perspective de la destruction de l'appareil répressif de la bourgeoisie et de ses institutions au service de l'ordre social capitaliste, la perspective de la démocratie directe des travailleurs et de la population.

Cette nécessité pénètre les consciences. Bien des travailleurs et des jeunes ont fait ces dernières années l'expérience de la répression et des violences policières dans les luttes, les manifestations depuis la loi travail en 2016, les gilets jaunes et toutes les manifestations de contestation du système.

Les slogans « *police nationale, police du capital* » expriment une prise de conscience que les forces de l'ordre et l'ensemble de l'appareil répressif de l'État protègent les privilèges des classes possédantes, bras armé dans la guerre de classe qu'elles mènent contre les travailleurs, les pauvres et que nos intérêts sont inconciliables. Notre classe doit se poser les questions de sa propre sécurité par elle-même et celles du démantèlement, du désarmement des forces de l'ordre, de l'ordre établi des classes dominantes pour, plus largement, assurer elle-même le contrôle et la protection d'une vie sociale collective et démocratique.

Christine Héraud